APRÈS 14 MOIS DE TERGIVERSATIONS

L'Intérieur signe le retour de Benflis

Le nouveau parti de l'ancien chef de gouvernement Talaie El Hourriat» (Avant-gardes pour les libertés) a fini par obtenir son agrément, de manière officielle, ce mardi 8 septembre, à trois jours seulement de l'expiration des délais de rigueur prévus par la loi, en l'occurrence, pour ce parti, le vendredi 11 septembre 2015. Il aura tout de même fallu attendre 14 mois pour que le pouvoir concède ce qui ne devait être qu'une simple formalité administrative.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Mais pas quand il s'agit de Ali Benflis ! De tout le personnel politique algérien, l'ancien chef de gouvernement passe pour être, et de loin, la bête noire par excellence de Abdelaziz Bouteflika et de son cercle immédiat, c'est-à-dire l'ensemble du pouvoir. Bouteflika en fait même une affaire personnelle depuis la présidentielle de 2004 et il ne le cache même pas.

En 2014, le pouvoir avait, que l'on se rappelle, mobilisé toute son armada politique, économique, médiatique, institutionnelle, administrative et même diplomatique pour faire face à la seule candidature sérieuse et qui, sur le terrain, empoisonnait la vie à Abdelaziz Bouteflika, celle de Ali Benflis. A tel point que le pouvoir était contraint de recourir aux bonnes vieilles méthodes d'authentiques «républiques bananières», pour s'en défaire. Comme, par exemple, cette surprenante sortie de Bouteflika en personne qui, au bout d'un effort surhumain, prononcera une phrase devant son interlocuteur, étranger, un Espagnol, la seule et unique durant toute la campagne électorale et qui sera exclusivement réservée à Ali Benflis. Ou alors, la décision, prise en pleine campagne électorale, et consistant en une annonce choc, celle de la réduction de la durée du service national.

Au final, le pouvoir était contraint de concéder la deuxième place au candidat Benflis, contrairement au plan initial qui lui prévoyait un score humiliant, très loin derrière Louisa Hanoune et d'autres candidats de moindre envergure. C'est que la remarquable campagne menée par Benflis révèlera une redoutable popularité pour un présidentiable en puissance et disposant de réseaux et d'une base sociale de dimension nationale. D'où toutes les entraves «transférées», après la présidentielle, sur le terrain administrative pour empêcher Benflis de constituer son parti politique.

En été 2014, les chefs respectifs du FLN et du RND, Ammar Saâdani et Abdelkader Bensalah étaient même allés jusqu'à demander à l'ancien ministre de l'Intérieur, Daho Ould Kablia, de tout faire pour bloquer le dossier du parti de Benflis. Il aura d'ailleurs fallu une deuxième tentative, un autre dossier pour Benflis pour faire «accepter» son parti auquel il a dû, au passage, changer même de dénomination.

Après le congrès constitutif de juin dernier, et notamment ces quelques derniers jours, Benflis et son parti se sont imposé, volontairement, une sorte de «trêve», s'abstenant de toute déclaration ou activité pour ne donner aucun prétexte au pouvoir pour bloquer son agrément.

Depuis hier mercredi, cette trêve est donc finie. Dans le communiqué annonçant l'agrément officiel de son parti, Benflis annonce, en même temps, la couleur : «L'agrément obtenu par notre parti intervient dans le contexte d'une crise globale

Photos : Samir Sid

Ali Benflis, président de Talaie El Hourriat.

sans précédent connu dans l'histoire de notre pays (…) Cette crise est le produit de la conjonction d'une vacance du pouvoir, de l'illégitimité des médiations politiques, économiques et sociales et de la carence avérée des institutions.»

Fidèle à son discours d'opposition frontale et sans concessions à Bouteflika, Benflis ajoutera que «cette crise représente la source principale de toutes les menaces quant à la stabilité et à la pérennité de l'Etat national qui est confronté à une impasse politique, à un délitement économique et à une dévitalisation de la société dans son ensemble». Aussi, faut-il s'attendre, dans les tout prochains jours, à un retour en force de Benflis sur la scène politique nationale. Cela, en vue des échéances politiques qui pointent à l'horizon.

Comme les prochaines élections législatives puis locales mais, auparavant, des sénatoriales où le parti de Benflis pourrait «s'inviter», à travers des milliers d'élus locaux issus du FLN ou alors d'autres formations politiques qui sont alliées avec lui depuis la présidentielle de 2014.

K. A.

VIRÉE AU SIÈGE DU PARTI

Les vacances prolongées au FLN

Ambiance de cathédrale, hier mercredi, au siège national du FLN, à Hydra, sur les hauteurs de la capitale.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - C'est qu'au sein du parti majoritaire, on s'est autorisé une assez conséquente prolongation pour effectuer la rentrée.

En effet, le FLN post-10e congrès signera sa rentrée dans trois semaines, plus exactement le 3 octobre prochain à l'occasion de la tenue de la toute première session du comité central issue du dernier congrès. D'où la platitude qui caractérise le siège national où seuls les préposés à la réception étaient en poste. Du moins à notre passage, hier mercredi, sur les lieux.

Durant les près de deux heures où nous y étions, tout près et dans les parages, c'était calme et l'on pouvait aisément compter les véhicules qui passaient par la rue Mohamed-Gab qui longe l'imposante bâtisse du vieux front qui a subi des travaux de restauration, notamment de ravalement de la façade extérieure. On a comptabilisé à peine trois arrivants au siège et la sortie de deux autres dont un député. Celui-ci, sollicité à propos de la guéguerre autour du renouvellement des instances de l'APN, n'a pas voulu lâcher le moindre commentaire, s'empressant de s'engouffrer dans le véhicule noir qui l'attendait juste en face. Attitude toute opposée d'un cadre qui se dit simple militant de base du vieux front.

La soixantaine passée, notre interlocuteur s'est laissé aller à la confidence en soutenant que le secrétaire général du parti a été l'avant-veille au siège pour y recevoir un hôte de marque, le président de l'APN, comme d'ailleurs rapporté dans nos colonnes avant-hier, contredisant ainsi le propos d'un des préposés à la permanence qui nous affirmait que Ammar Saâdani n'est pas venu il y a de cela plusieurs jours, voire des semaines.

Ceci avant que notre interlocuteur ne fasse l'éloge des deux figures de proue des contestataires du secrétaire général et des résultats du dernier congrès. «Abderrahmane Belayat, tout comme Abdelkrim Abada font partie du patrimoine du FLN, ce sont deux valeureux cadres qui savent ce qu'ils disent et rien que pour cela, on leur doit respect et considération», soutient-il.

Photos : Samir Sid

Saâdani est toujours la cible des frondeurs.

Et quid du bien-fondé de leur démarche contestatrice ? Une interpellation qui fait naître aussitôt de la gêne chez notre vis-à-vis, s'excusant de ne pouvoir aller au-delà de ce qu'il vient d'oser dire, avant de quitter les lieux en compagnie d'une autre personne.

Cela dit, la consigne d'un des préposés à la réception, à savoir la vanité d'une attente de l'arrivée d'un cadre dirigeant du front s'est révélée. Exception faite de l'ex-chargé à la communication, Saïd Bouhadja, qui nous a précédés de quelques instants avant de repartir, selon notre interlocuteur.

Pas une autre figure connue ou autre cadre de l'ombre du parti n'a pointé, du moins durant notre présence sur les lieux. «Le siège ne reprendra son animation et son ambiance coutumières qu'à l'approche de la tenue de la session du nouveau comité central, reportée du 18 septembre au 3 octobre pour cause du pèlerinage d'une bonne partie des membres de cette instance issue du dernier congrès, le 10e de rang», soutient-il. Un argumentaire qui, cependant, est loin d'avoir l'agrément des frondeurs estimant que «peu des membres du comité central sont sur les Lieux-Saints de l'islam et peuvent aisément se faire représenter par leurs collègues via des procurations».

Ils ont affirmé, le 30 août dernier, dans un communiqué, «attendre Ammar Saâdani au tournant», eux qui soutiennent ne pas avoir lâché prise. Bien au contraire, ce report de la session du nouveau comité central semble leur donner des ailes et ils y décèlent un motif d'espoir. Notamment celui de voir le conseil d'Etat accéder à leur requête inhérente à la «légitimité statutaire», multipliant les rencontres en vue de sensibiliser la base militante quant aux dangers que représentent le piétinement des textes du parti et l'envahissement des rangs du parti par toutes sortes d'affairistes en quête d'appuis pour s'enrichir davantage.

M. K.

BÉJAÏA : LE FLN AU SECOURS DU FFS

Dénouement de la crise à l'APW après un blocage de 8 mois

C'est un nouveau coup de théâtre qui vient de se produire à l'Assemblée populaire de la wilaya (APW) de Béjaïa.

Après un blocage de près de 8 mois par une coalition FLN-RCD-Front socialiste constituant le nouveau bloc majoritaire avec 23 élus réclamant le contrôle de l'exécutif et des commissions au sein de l'assemblée gérée par l'alliance FFS-RND, la situation d'impasse dans laquelle fut plongée l'institution élue de wilaya a connu enfin un dénouement à l'issue d'une séance extraordinaire convoquée hier mercredi par son président.

Mis en minorité depuis le mois de janvier passé suite au départ de certains de ses élus ayant rejoint le Forum socialiste formant la nouvelle majorité avec le FLN et le RCD, le FFS, aux commandes de l'APW avec le RND a réussi à reconstituer une majorité grâce au ralliement de 6 élus sur les 10 siégeant sous l'étiquette du FLN et conserver par la même occasion le contrôle de l'assemblée. En contrepartie de ce basculement du FLN, une vice-présidence a été concédée à l'un de ses élus, en l'occurrence Oumbiche Omar.

S'appuyant sur ses alliés du FLN et du RND, le FFS qui gère l'APW de Béjaïa depuis 1997 a réussi à réunir un nouveau bloc majoritaire de 25 élus lors de la séance extraordinaire consacrée à la réinstallation d'un nouvel exécutif. Profitant de ce revirement du FLN venu renforcer les rangs du FFS, le P/APW, Mohamed Bettache a opéré un véritable coup de force pour l' approbation de son nouvel exécutif constitué du RND, du FLN et d'un vice-président FFS.

Aucun élu de l'opposition n'a été autorisé à prendre la parole lors de cette session extraordinaire. Le chef du groupe à l'APW du RCD a vainement réclamé «un point d'ordre». Moins d'une demi-heure aura suffi au P/APW pour épuiser l'ordre du jour de la session décidé exclusivement à la désignation d'un autre exécutif.

Après avoir fait lecture de la liste des présents et la constitution du bureau de la plénière, le P/APW a aussitôt proposé l'adoption de la liste de son exécutif «conformément au code de wilaya», a-t-il indiqué, avant de lever la séance.

Le P/APW a même menacé de saisir la justice contre un élu du Forum socialiste qui lui reprochait sèchement ce coup de force. «Je me réserve le droit de saisir la justice contre M Bahloul qui m'a manqué de respect», a déclaré le président de l'APW au micro après avoir levé la séance.

Avec la reconstitution d'une nouvelle majorité, le groupe FFS coalisé avec le RND et le FLN permet à l'institution élue de wilaya de retrouver un semblant de sérénité et de renouer avec un fonctionnement normal pour ces deux dernières années de mandat avant la prochaine élection.

A. Kersani